

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 11 SEPTEMBRE 2006

N° 329 PRIX 0,60 Euro



DÉCHETS TOXIQUES

DES AUTORITÉS CORROMPUES

UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE CRIMINEL

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 5
Espagne-Sénégal: Un accord contre l'émigration clandestine

Page 7
Sénégal: De l'argent pour les militaires, pas les enseignants

Page 8
Sénégal-Mali: les camionneurs en colère bloquent la route

Page 13
Tchad: le dictateur Déby veut plus de miettes de la part des pétroliers

Page 10
Solidarité aec les sans papiers et les mal-logés

Page 11
Après les bombardements israéliens au Liban

ABONNEMENT
FRANCE:

12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

CÔTE D'IVOIRE

**DÉCHETS TOXIQUES
DES AUTORITÉS CORROMPUES
UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE CRIMINEL**

Au moment où nous écrivons, le bilan du scandale des déchets toxiques dans la capitale ivoirienne n'est hélas que provisoire. On parle déjà de cinq décès et de plus de 7000 cas d'intoxications enregistrés par les hôpitaux. Ce nombre est largement en deçà de la réalité, car de nombreux malades ne se présentent pas dans les hôpitaux du fait d'être presque sûrs de n'y recevoir aucun soin, tant ces centres de santé sont démunis. De plus, une fois que l'hôpital leur a délivré quelques pilules, en rentrant chez eux, ils restent toujours exposés aux émanations toxiques. Ces déchets provoquent des vomissements, des diarrhées, des problèmes respiratoires, des hémorragies ainsi que d'autres malaises. Le ministre de la santé lui-même se déclare impuissant et les médecins sont désarmés.

Et si la liste des victimes immédiates n'est malheureusement pas encore close, que sait-on des effets à long terme ? Comment les produits toxiques seront-ils traités -si même ils le seront ? Qui peut garantir que, même si on se débarrasse du gros de ces produits -pour l'emporter où, pour nuire à qui ?- les nappes phréatiques n'ont pas été atteintes et l'eau, empoisonnée ?

Il ne s'agit pas ici d'une pollution accidentelle provoquée par une catastrophe naturelle mais d'un acte prémédité. Les propriétaires du bateau ou les sociétés capitalistes qui l'ont affrété savaient parfaitement ce qu'il transportait. Mais au lieu de vider le contenu des cales dans des endroits appropriés pour le traitement des déchets toxiques, ils ont fait le choix de faire des économies au détriment de la santé des populations. C'est donc en connaissance de cause qu'ils ont soudoyé des responsables du port d'Abidjan et des gens haut placés au sein de l'Etat pour les aider à se débarrasser du poison, quitte à ce qu'il soit déversé dans des zones d'habitation. Avant même que le pouvoir ait daigné

réagir, le bateau avait pris le large, et la société propriétaire affirme que ce qu'elle a fait est légal puisqu'elle a eu les autorisations officielles.

On ne peut qu'être révolté par l'irresponsabilité, intéressée et criminelle, des autorités qui ont ainsi délivré un permis officiel d'empoisonner légalement la population. Ces gens-là, comme les responsables de la société qui a convoyé nuitamment les déchets toxiques vers les neuf décharges à l'air libre, sont prêts à vendre père et mère pour toucher des deniers mal acquis. Leur attitude témoigne de la corruption profonde du pouvoir à tous les échelons, de ceux qui assument des responsabilités publiques, qu'ils se revendiquent de Gbagbo ou de ses adversaires du Nord.

Les classes populaires subissent en permanence cette corruption mais, cette fois-ci, elle a fait des morts.

Et les autorités mouillées dans cette corruption ont ajouté le cynisme à l'abject en donnant des explications aussi mensongères les unes que les autres pour que les habitants ne sachent rien de la véritable origine de l'odeur nauséabonde. Il a été d'abord répondu qu'elle était consécutive à l'explosion d'une cuve de gaz à la PETROCI. Ensuite un communiqué du District a parlé d'une désinfection de la ville pour enrayer l'épidémie de choléra. D'autres ont parlé de démoustication. Mais comme l'odeur persistait, les populations ont cherché dans une autre direction que celle indiquée par les officiels. C'est ainsi que l'affaire a éclaté et qu'on a fini par apprendre qu'il s'agissait de déchets hautement toxiques provenant d'un navire battant pavillon de complaisance panaméen, propriété d'une société grecque, en provenance de l'Europe et en partance pour la Russie.

Alors que les hôpitaux avaient

déjà enregistré deux décès et plus de 1500 cas d'intoxication, les autorités gouvernementales sont restées muettes et passives.

C'est seulement à partir du 2 septembre, quand la population a commencé à dresser des barricades pour paralyser la ville que des réactions officielles ont commencé à se faire entendre, non pas pour agir mais pour se défendre et se dédouaner. Quatre jours plus tard, le 6 septembre, la ville d'Abidjan fut complètement paralysée par des manifestations de colère.

Tout en faisant donner gendarmes et policiers pour disperser les manifestants et démolir les barricades, le Premier ministre Konan Banny a fini par donner la démission de son gouvernement. Histoire de désamorcer la mobilisation mais nullement pour prendre ses responsabilités : non seulement le président de la République, lui, n'a pas envisagé de démissionner mais il a aussitôt chargé Bany de former le prochain gouvernement.

Oui, l'administration de l'Etat aux différents échelons de responsabilité est composée au mieux d'irresponsables, au pire de criminels. Mais, derrière eux, il y a une autre responsabilité bien plus générale car, si ce sont nos responsables qui ont donné les autorisations pour déverser ces déchets sans même la moindre précaution ici même, en Côte-d'Ivoire, et qui plus est près des quartiers d'habitation d'une grande ville comme Abidjan, ce ne sont pas eux qui ont produit les déchets toxiques. Ce ne sont pas eux non plus qui ont décidé de les déverser dans le pays pauvre qu'est la Côte-d'Ivoire, estimant que cela leur coûtait moins cher que de financer de quoi traiter ces sous-produits toxiques pour les rendre inoffensifs ou du moins pour les enterrer dans des conditions acceptables pour ne pas nuire à la population ni à court ni à long terme.

On ne sait pas quelle est

l'entreprise qui est à l'origine de toute cette affaire qui a déjà tué et qui continuera encore à tuer. On sait seulement que les déchets toxiques sont des sous-produits de raffineries et qu'ils viennent de toute évidence d'Europe.

Le trust pétrolier qui, en dernier ressort, porte la responsabilité de l'empoisonnement, a certainement pignon sur rue. Ses dirigeants ne se considèrent certainement pas coupables ni même responsables car ils ont agi suivant

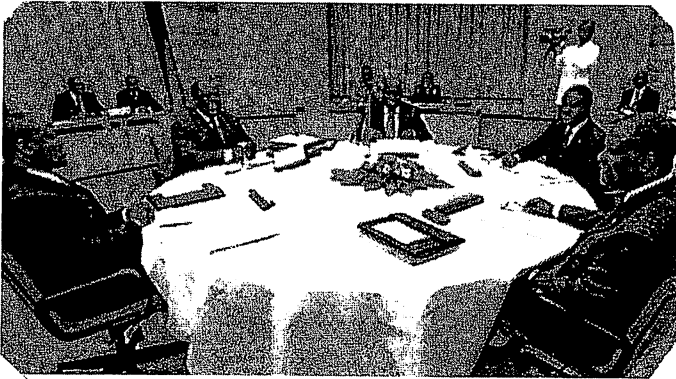
la sacro-sainte loi de l'économie capitaliste : seuls comptent le profit et tout ce qui permet à une entreprise capitaliste de l'augmenter, fut-ce au détriment de la société, voire de vies humaines.

Alors, si la corruption des responsables politiques mérite toute la colère des classes populaires, la mérite encore plus ce système économique et social capitaliste où la recherche de profit conduit à de tels désastres.

CÔTE D'IVOIRE

ELECTION OU PAS, LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEUR PROPRE LUTTE

Depuis quelque temps, la vie politique est marquée par ce qu'on appelle "l'après octobre". En effet, après le 31 octobre il sera question



Yamoussoukro, 5 septembre 2006
Réunion entre Gbagbo et ses "opposants"

soit du maintien de Gbagbo au pouvoir pour une nouvelle transition soit le contraire, c'est à dire, sa mise à l'écart de ce pouvoir. Et plus les jours avancent, plus les déclarations et propositions se multiplient.

C'est d'abord le président Gbagbo lui-même qui a donné le ton dans son discours du 6 août à la veille de la fête de l'indépendance. Il a annoncé qu'il reste et restera

au pouvoir après le 31 octobre parce que la constitution le lui permet. Et que c'est une fois un nouveau président élu qu'il passera le flambeau.

Le lendemain, l'opposition armée, par la bouche de son secrétaire général, Soro, a répondu que cette prise de position n'engage que Gbagbo seul. Ensuite ce fut le tour de l'opposition civile regroupée au sein du RHDP (Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix). Elle a parlé d'un "coup d'Etat constitutionnel" et dénoncé les manières dictatoriales de Gbagbo pour se maintenir au pouvoir. Le président du PIT a annoncé qu'"après le 31 octobre, Gbagbo n'est plus et ne peut plus être président parce que notre constitution ne prévoit pas ce cas de figure. Je propose que nous nous rencontrons pour trouver une solution à l'ivoirienne au lieu d'attendre de l'extérieur"

C'est dans cette cacophonie sur l'après octobre que s'est ajoutée la proposition du président gabonais qui propose une sorte de gouvernement à 4 têtes : Gbagbo président, Alassane vice-président, Soro

Premier ministre et Bédié président de l'assemblée constituante. Et le tout couronné de deux ans de transition. Cette proposition ne cesse de faire couler beaucoup de salive entre adversaires politiques.

De son côté, Gbagbo ne cesse de menacer ses adversaires et même la "communauté internationale". Il déclare partout qu'après octobre, s'il n'est pas maintenu au poste de président de la république, ce sera le chaos, la guerre civile. C'est une manière pour lui de préparer l'esprit de ses partisans que sont les "jeunes patriotes", le "GPP" et d'autres milices à sa solde ainsi que la jeunesse estudiantine regroupée au sein de la Fesci. Pour le moment il semble avoir le contrôle de la situation. Pendant sa dernière visite dans la région sud-est du pays, il n'a fait que dire et prédire ce que sera l'après octobre sans lui. Il a aussi appelé la population à le soutenir contre ceux qui voudraient l'écarter.

En attendant la réunion de l'ONU qui doit se tenir à la mi-septembre à New-York, celle-ci semble aller dans le sens de Gbagbo. Ainsi, le représentant de l'ONU à Abidjan, Pierre Schori, dans une déclaration, a effleuré la question en se déclarant favorable au maintien de Gbagbo au poste de président pendant la nouvelle transition qui se dessine.

Mais derrière tous ces discours

pour la conquête du pouvoir, derrière cette palabre entre adversaires politiques, il y a une autre réalité, celle des couches sociales les plus démunies. Cette réalité c'est celle des licenciements, de l'exploitation abusive des patrons. Cette réalité c'est aussi celle des impôts et des taxes et leur répercussion sur les prix. Cette réalité c'est aussi la situation inacceptable des jeunes diplômés et non diplômés qui se trouvent sans travail, jetés au chômage. Au bout du compte c'est la situation de l'ensemble du monde du travail qui ne cesse de se dégrader. Elle était déjà très difficile avant la crise qui a coupé le pays en deux. Depuis, elle s'est empirée.

Les dirigeants des clans politiques en guerre pour conserver ou pour prendre le pouvoir veulent nous entraîner dans leur lutte. Ils veulent nous dresser les uns contre les autres. Ils veulent que nous nous entretuions entre pauvres pour que eux puissent s'engraisser tranquillement. Mais il faudrait au contraire que les travailleurs s'organisent tous ensemble pour défendre collectivement leurs intérêts propres, pour les salaires, les embauches, la santé et l'éducation de nos enfants, pour des logements correctes, des quartiers vivables, etc. Pour nous les travailleurs et tous les pauvres en général, il n'y a d'avenir que dans notre propre organisation à construire.

UN ACCORD ENTRE LE SÉNÉGAL ET L'ESPAGNE CONTRE L'ÉMIGRATION CLANDESTINE

Le 24 août dernier, à Dakar, les gouvernements sénégalais et espagnol ont signé un accord pour renforcer la coopération entre les deux pays en matière de lutte contre l'émigration clandestine. L'Espagne a promis au Sénégal de mettre à sa disposition deux navires patrouilleurs, un hélicoptère, 50

motos de plage, 20 véhicules et 50 paires de jumelles infrarouge pour surveiller ses quelques 700 kilomètres de littoral. En échange le gouvernement sénégalais a donné son accord pour qu'il y ait tout au long de ses côtes des patrouilles mixtes composées de policiers et gendarmes espagnols et sénégalais.

Ainsi ce sera aux policiers sénégalais de procéder aux interpellations, aux espagnols et plus largement aux européens d'assurer la logistique dans le cadre du plan européen "Frontex" (signé entre autres par le Sénégal) qui prévoit le renforcement des patrouilles aériennes et maritimes au large de la Mauritanie et du Cap Vert.

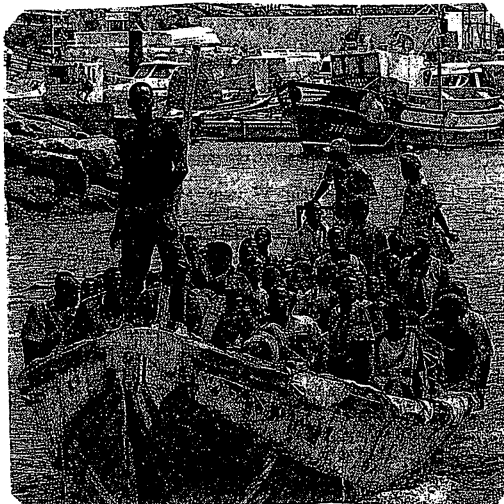
Ousmane Ngom, le ministre de l'Intérieur du Sénégal s'est félicité de cet accord en ces termes: "Nous [Sénégal et Espagne] avons la même vision et la même politique contre l'immigration clandestine, c'est la tolérance zéro". Voilà comment ces gens-là parlent et agissent avec mépris contre les déshérités qui, au péril de leur vie, tentent de fuir la misère en espérant trouver une porte de sortie dans l'émigration vers l'Europe.

Le même Ousmane Ngom est venu à Paris le 31 août pour rencontrer Sarkozy. On ne sait pas ce qui a été signé entre les deux ministres de l'Intérieur mais cela a rapport avec la lutte contre l'immigration clandestine, en même temps pour faciliter leur expulsion et pour les empêcher de sortir du Sénégal.

Presque en même temps le président mauritanien, le colonel Ould Mohamed Val rencontrait la ministre française Brigitte Giar-din, pour discuter sur le même sujet. Le lendemain, lors d'une conférence de presse, le ministre des Affaires étrangères mauritanien déclarait qu'il y avait "une identité de vue entre la Mauritanie et la France au sujet de la lutte contre l'immigration clandestine". Les autorités mauritaniennes ont déclaré qu'elles avaient arrêté 2.000 clandestins en 2 mois.

D'autres pays tels que le Mali qui n'a pas de littoral mais d'où partent de nombreux candidats vers l'Europe via le Maroc, le Sénégal, la Mauritanie ou la Libye, a signé des accords avec les pays européens

pour faciliter le refoulement de ses ressortissants après leur capture.



Emigrants africains arrivant aux Canaries

La Libye de Khadafi a quant à elle déjà signé depuis longtemps avec l'Italie des accords allant dans le même sens pour bloquer le chemin vers la Sicile et la Sardaigne.

Mais tous ces gens-là auront beau surveiller leurs frontières et ériger de nombreux obstacles pour tenter de mettre un frein à l'émigration clandestine, ils ne l'empêcheront pas. Car ceux qui veulent partir ne le font pas par plaisir mais pour ne pas mourir de mort lente dans leur pays étouffés par la misère. Et cette misère-là ne tombe pas du ciel. Elle est le résultat du pillage capitaliste. Le sort de nombreux passagers qui meurent de soif et de faim au cours de leurs traversées de mer ou de désert, ou qui meurent noyés après le chavirement de leurs pirogues, illustre parfaitement la détresse du continent africain. Une grande majorité de sa population s'enfonce dans la misère de plus en plus grande. Seule une minorité de parasites locaux profite de cette situation inhumaine. Cela montre à quel point il est urgent de mettre fin à ce système barbare qu'est le capitalisme où les richesses et les moyens de productions sont détenus par une minorité de prédateurs et où la dignité humaine est bafouée en permanence.

SÉNÉGAL

APRÈS AVOIR EMPOCHÉ LES BÉNÉFICES LES DIRIGEANTS D'ICS DEMANDENT À L'ÉTAT D'ÉPONGER LEURS DETTES

La société ICS (Industries Chimiques du Sénégal) est au bord de la faillite. Le montant total de ses dettes monterait à 14,2 milliards de francs Cfa. Grosse consommatrice d'électricité, cette entreprise qui produit, entre autres, des engrais et de l'acide phosphorique, doit payer à la Senelec (Société d'électricité) la somme de 3,6 milliards de F Cfa. Cette dernière, elle aussi en difficulté de trésorerie, a dû couper le courant, au moins pour quelques heures, dans la journée du 27 août dernier, pour que les dirigeants d'ICS lui proposent une solution pour épouser ses dettes.

La menace de fermeture de l'entreprise pèse lourdement sur ses salariés et leurs familles. Celle-ci emploie 2.500 salariés permanents auxquels s'ajoutent les journaliers. Elle possède des installations et des sites de production dans différentes localités. Dans certains endroits c'est la seule entreprise existante. La vie d'une grande partie de la population locale en dépend. C'est le cas par exemple de la communauté rurale de Mboro. Du fait que l'activité de cette société a baissé, les conséquences se ressentent jusque dans les étals des petites commerçantes des marchés. La coupure d'électricité opérée par la

Senelec s'est également traduite par la coupure d'eau potable dans 35 villages autour de la ville de Mboro. Ceux-ci dépendent en fait des forages d'ICS. L'adjoint maire de la ville de Mboro qui est en même temps salarié d'ICS a déclaré que "si l'entreprise met la clef sous le paillason, ce sera une catastrophe plus grave que celle du Joola. Car ce sont des gens qui vont galérer toute une vie".

Les différents actionnaires privés de cette société font pression sur l'Etat sénégalais qui détient 47,4% du capital, pour qu'il éponge tout seul la dette. Leur devise c'est: "à nous les bénéfices et à l'Etat les dettes". Le Premier ministre sénégalais semble s'activer dans ce sens. Mais plutôt que de verser des milliards sans contrepartie, pourquoi l'Etat sénégalais ne les oblige-t-il pas à mettre la main à la poche? Et s'ils refusent en faisant du chantage sur les conséquences sociales dramatiques, l'Etat pourrait prendre sa responsabilité en bloquant leurs avoirs et en confisquant leurs actions. Mais pour prendre une telle initiative, il ne faut pas être un lèche-bottes des possédants. Or c'est tout ce que sait faire Wade depuis qu'il est au pouvoir.

IL Y A DE L'ARGENT POUR LES MILITAIRES MAIS PAS POUR LES ENSEIGNANTS ET LE PERSONNEL HOSPITALIER

Au cours du mois d'août dernier le président sénégalais a augmenté les indemnités de logement des militaires. Pour les soldats du rang celles-ci passent de 25 000 à 50.000

F cfa; de 35 000 à 75 000 F cfa pour les sous-officiers subalternes. Ceux qui bénéficient le plus de ce "coup de pouce" présidentiel sont les plus haut gradés: 500 000 F pour les

officiers généraux et 200 à 300 000 F cfa pour les autres officiers supérieurs. Quant aux enseignants et aux personnels hospitaliers qui ont déjà fait plusieurs grèves pour obtenir des améliorations de leurs conditions d'existence, le gouvernement a toujours répondu que les caisses de l'Etat ne lui permettaient pas d'augmenter les dépenses publiques. Mais là, pour les militaires il a trouvé de l'argent. Wade doit probablement se dire qu'au moment où il renforce ses troupes

en Casamance pour faire la sale guerre contre les indépendantistes, il vaut mieux leur céder quelque chose plutôt que de les contrarier. Les enseignants et les infirmiers, eux, ne se baladent pas avec les armes et ne font pas peur au gouvernement lorsqu'ils font la grève. Mais à force de les mépriser, le gouvernement finira par récolter ce qu'il mérite: un mouvement de colère plus vaste, plus profond et plus déterminé pour le faire reculer

SÉNÉGAL-MALI

LES CAMIONNEURS EN COLÈRE BLOQUENT UN AXE ROUTIER

L'axe routier reliant le Sénégal et le Mali a été coupé durant cinq jours, du 21 au 25 août dernier, suite à un mouvement de colère des chauffeurs de camions contre les exactions et les tracasseries policières. Plus de 500 camions arrêtés de part et d'autre de la frontière sénégaléo-malienne au niveau Kidira-Diboli, ont bloqué la circulation.

Cette colère a éclaté à la suite de l'arrestation d'un chauffeur sénégalais par les forces de sécurité maliennes qui l'ont accusé d' "outrage à agent de police". Par solidarité avec leur collègue arrêté les autres chauffeurs sénégalais ont réagi ensemble pour le faire libérer. L'entêtement et l'arrogance des policiers ont conduit les chauffeurs à durcir leur mouvement en bloquant la route. De leur côté, les conducteurs maliens ont eu la bonne idée de se solidariser avec leurs collègues sénégalais. D'autant plus facilement qu'eux aussi avaient des

raisons de protester contre l'arrestation d'un des leurs par la police sénégalaise.

Les chauffeurs en colère exigent la libération de leurs collègues mais ils demandent aussi aux autorités des deux pays de mettre un terme à toutes les tracasseries qu'ils subissent tout le long de leur trajet. Les autorités des deux pays ont appelé à l'apaisement pour débloquer la situation. Le blocus a été levé au bout de cinq jours et la circulation a repris. Mais rien de concret n'a été décidé ni du côté sénégalais ni du côté malien pour que cessent réellement les tracasseries policières. Tout le monde sait que nos policiers et nos douaniers rackettent les chauffeurs et les passagers mais nos dirigeants ferment les yeux sur leurs pratiques. Mais il ne faut pas s'en étonner car eux-mêmes donnent l'exemple par leur corruption et par leurs détournements des deniers publics.

M A L I**UNE RADIO FERMÉE ET SIX ANIMATEURS EN PRISON**

Une radio locale animée par le parti SADI dont le dirigeant est l'actuel ministre de la Culture Cheick Oumar Sissoko, a été fermée par décision de justice et ses six animateurs ont été condamnés à un mois de prison ferme et 50.000 francs CFA d'amende.

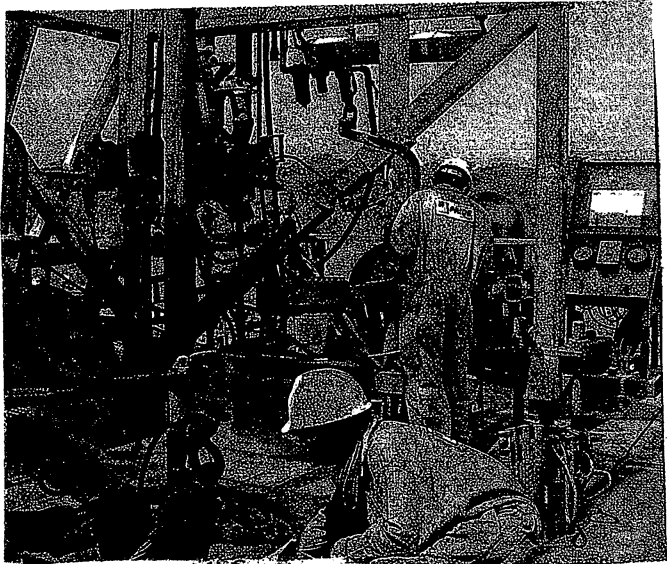
S'agit-il d'un tiraillement au sommet de l'appareil d'Etat entre Toumani Touré et un des nombreux partis politiques qui se sont précipités autour de lui pour obte-

nir un poste ministériel? Ou bien est-ce seulement un règlement de compte local entre les dirigeants de la préfecture de Nioro (situé à 360 km de Bamako) d'où émettait la radio interdite et les animateurs de cette dernière? En tout cas s'il y a un qui ne doit pas être à l'aise en ce moment, c'est le ministre de la culture. A moins qu'il ait déjà décidé de larguer ses "amis" au profit de son poste ministériel. Le ventre d'abord !

T C H A D**LE DICTATEUR DEBY VEUT PLUS DE MIETTES DE LA PART DU CONSORTIUM PÉTROLIER**

Le 26 août dernier le dictateur Déby a donné 24 heures aux représentants du groupe malais Petronas et à la société américaine

Derrière cette décision, il y a sans doute autre chose. Car s'il voulait réellement récupérer cet argent, il allait peut-être trouver d'autres moyens pour faire pression.



Plateforme de forage à Doba

Chevron pour fermer leurs bureaux et quitter le pays parce que, selon lui, ces deux compagnies n'ont pas rempli leurs obligations fiscales. Trois ministres tchadiens liés au dossier pétrolier ont été limogés.

En effet, Déby vient de créer une nouvelle structure, la Société des hydrocarbures du Tchad (SHT) qui devra entrer dans la production du pétrole. Le gouvernement entend donc gérer directement les affaires pétrolières, conjointement avec la compagnie américaine Exxon.

Déby a récemment déploré que "le Tchad ne reçoit que des broutilles: 588 millions de dollars" alors que le consortium a enregistré un chiffre d'affaires de cinq milliards de dollars depuis environ trois ans. Il a sans doute raison de vouloir plus d'argent de la part du Consortium. Aux termes des accords passés entre le gouvernement tchadien et le Consortium, Chevron et Petronas détiennent respectivement 25% et 35% de participation, et Exxon Mobil 40%. L'Etat tchadien ne détient rien

comme participation; ce sont donc ces trois sociétés qui se partagent le gâteau pétrolier, le gouvernement ne se contente que des miettes, 12,5% de la valeur du brut produit à Doba, et sous forme d'impôts sur l'exploitation du pétrole qui pourtant, est produit du sol tchadien. C'est injuste et scandaleux.

La décision de Déby serait-elle une simple manoeuvre pour racheter les parts de Petronas et de Chevron? Mais a-t-il les moyens de les racheter? Ou bien pense-t-il au gouvernement français pour lui venir en aide, permettant ainsi à ce dernier de remettre les pieds dans le Consortium?. Ou alors voudrait-il que ces deux compagnies lui versent un peu plus d'argent en leur disant, par exemple: si vous voulez rouvrir vos bureaux et reprendre vos activités, payez-moi plus d'impôts? On n'en sait rien pour le moment.

Mais si le dictateur Déby veut plus de miettes de la part du consortium, ce n'est pas pour les

beaux yeux des masses pauvres. N'a-t-il pas récemment fait pression sur la Banque mondiale pour faire main basse sur les fonds pétroliers réservés "aux générations futures" en obtenant une révision des accords passés en 1988 avec cette banque? Si Déby veut plus d'argent de la part du consortium, c'est avant tout pour se remplir toujours les poches, et s'acheter des armes afin de combattre la rébellion qui gronde aux portes de la capitale Ndjaména. Sur ce dernier point, il ne cache pas ses intentions: "Quel est le pays au monde qui, ayant des ressources, n'achèterait pas d'armes pour se défendre? Pourquoi refuserait-on cela au Tchad?", a-t-il lancé lors d'une déclaration à un journal français.

Les populations déshéritées du Tchad ne doivent pas se faire des illusions sur les retombées du pétrole. Cela fait maintenant plus de trois ans que le pétrole est exploité mais on n'a pas vu d'amélioration de la vie des pauvres. En revanche tout va très bien en ce concerne les profits des compagnies pétrolières.

SOLIDARITÉ AVEC LES SANS-PAPIERS ET LES MAL-LOGÉS

Il y a dix ans, au mois d'août 1996, des sans-papiers avaient occupé pacifiquement l'église Saint-Bernard à Paris pour protester et montrer au public leurs conditions d'existence. Le 23 août de cette année-là les CRS de Debré intervenaient avec brutalité après avoir cassé la porte d'entrée à la hache pour déloger les occupants, les sans-papiers ainsi que des sympathisants Français qui les soutenaient. En fait ces derniers ne demandaient pas autre chose que la régularisation de la situation administrative pour tous.

Dix ans après, le 17 août dernier la police de Sarkozy a fait pareil en expulsant ceux qui occupaient une résidence

universitaire à Cachan sous prétexte que le bâtiment est insalubre et dangereux. Cette résidence était occupée par environ un millier de personnes. Elles y habitaient là en famille depuis plus de quatre ans parce qu'elles ne trouvaient pas mieux pour se loger. Des centaines de personnes dont plus de soixante enfants se trouvent ainsi dehors. Evidemment la police a profité pour arrêter 66 immigrés, sans-papiers, et les a placés dans des centres de rétention administrative. Elle continue toujours d'en arrêter dans les parages des lieux d'occupation.

En plus Sarkozy avait imposé le 13 août comme date limite pour déposer la demande de régularisation aux familles de sans-papiers dont

les enfants sont scolarisés en France. 30 000 demandes sont enre-



Evacuation musclée des occupants de Cachan

gistrées. Sarkozy a annoncé qu'unique-
ment 6 000 demandes seront satisfaites.

Des dizaines de milliers de familles risquent ainsi de voir leurs demandes refusées. Et pourtant elles vivent et travaillent en France depuis des années. Le résultat c'est que ces familles vont retourner à la clandestinité et à

une vie de peur permanente. Ces familles seront à la merci des marchands de sommeil et des patrons sans scrupule.

Avec ces actions Sarkozy peut apparaître comme un homme à poigne et plaire ainsi à la fraction la plus réactionnaire de la droite et à l'électorat traditionnel de Le Pen. C'est pour protester contre une telle situation qu'a eu lieu le 26 août dernier une manifestation organisée par diverses associations, organisations politiques et syndicales. C'était pour rappeler l'action de la police à l'église Saint-Bernard il y a dix ans, et soutenir les revendications des sans-papiers et des mal-logés d'aujourd'hui.

Il est en effet important que de nombreux immigrés et français participent massivement à toutes les actions qui revendiquent la régularisation de tous les sans-papiers et le relogement dans des conditions normales de ceux qui vivent dans des foyers taudis.

APRÈS LES BOMBARDEMENTS ISRAËLIENS AU LIBAN

Durant un mois l'armée israélienne a déversé un déluge de feu sur le Sud-Liban, suivi de pilonnages d'artillerie. Plus de 1 000 personnes ont péri et une dizaine de milliers ont été blessées. Un million de personnes (le quart de la population) ont dû fuir la zone presque dévastée. Les chars et l'aviation israélienne ont détruit les infrastructures, les routes et les ponts, les centrales électriques, les écoles et les hôpitaux. Des bombes à fragmentation larguées depuis les avions n'ont pas toutes explosé. Elles s'ajoutent aux mines laissées par Israël en 2000 au moment de son retrait du Liban-Sud et continuent à faire de nombreuses victimes dans la population civile. A la dévastation s'ajoutent les

effets du blocus aérien et maritime imposé par Israël.



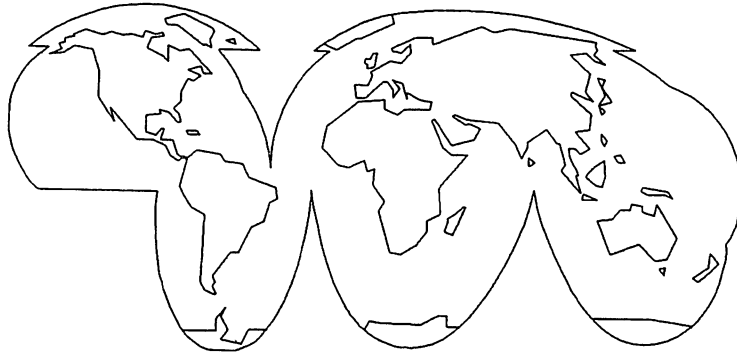
Après les bombardements israéliens au Liban

Officiellement les raisons des bombardements étaient la récupération de deux soldats israéliens enlevés par les combattants du parti intégriste Hezbollah. De toute évidence cela n'était qu'un prétexte. En réalité les dirigeants israéliens ont cherché à terroriser la population libanaise et au-delà de celle-ci toute la population du Proche Orient. Mais en faisant cela Israël réussit surtout à attiser la haine et le désir de vengeance des peuples de cette région contre lui. Il est perçu, à juste titre, comme la branche armée des grandes puissances au premier rang desquelles figurent les Etats-Unis d'Amérique. Israël joue le rôle de gendarme des intérêts des impérialistes dans cette région. A cause de la politique criminelle de ses dirigeants, le peuple israélien lui-même est pris

en otage car cela jette la population arabe dans les bras des organisations les plus réactionnaires comme le Hezbollah au Liban et le Hamas dans les territoires palestiniens occupés qui ne représentent pas du tout les intérêts des peuples de la région.

Les morts civils et militaires que déplore aujourd'hui Israël sont victimes de sa propre politique sanglante. "Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre" proclamait le mouvement ouvrier dès le 19^{ème} siècle. Cela reste valable aujourd'hui. La liberté pour tous les peuples ne pourra exister que le jour où l'humanité se débarrassera de ce système économique rétrograde qu'est le capitalisme en le remplaçant par un système fraternel sans exploitation ni oppression.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.